

Table des matières

1	Une guerre mondiale	2
1.1	Le déroulé du conflit mondial	2
1.2	La mobilisation économique pendant la guerre	3
1.3	Le rôle de la propagande et de l'idéologie dans la guerre	3
2	Une guerre d'anéantissement	4
2.1	Un conflit à haute intensité technologique qui fait de nombreux dommages humains	4
2.2	La solution finale de la question juive	5
2.3	Le fonctionnement d'Auschwitz	6
2.4	Le devoir de mémoire	6
3	La France de Vichy	7
3.1	La débâcle de 1940 et la fin de la IIIe République	7
3.2	Le régime de Vichy en pratique	7
3.3	La collaboration	8
4	La France résistante	9
4.1	La France libre et le GPRF	9
4.2	La Résistance en France	9
4.3	Le programme du CNR et l'épuration	10

I Une guerre mondiale

I.1 Le déroulé du conflit mondial

La Seconde Guerre mondiale commence le 1er septembre 1939, au moment de l'invasion éclair (« Blitzkrieg ») de la Pologne par la Wehrmacht, rejointe par l'URSS le 17 septembre. En dépit de l'entrée en guerre de la France et du Royaume-Uni après cette invasion, il y a un intermède sans affrontement, qualifié de « drôle de guerre » pendant 7 mois. En avril 1940, l'Allemagne envahit le Danemark et la Norvège. En mai 1940, l'Allemagne fait capituler les Pays-Bas puis la Belgique. La France est attaquée en mai et en juin par l'Italie et l'Allemagne. Le général de Gaulle appelle à la résistance, depuis Londres, le 18 juin 1940. Cependant, ce n'est pas suffisant pour empêcher le gouvernement français, présidé depuis le 16 juin par le maréchal Pétain, de signer l'armistice le 22 juin 1940. Quant au Royaume-Uni, dirigé par Winston Churchill, l'Allemagne lance l'opération Otarie le 16 juillet 1940 et conduit le 13 août 1940 à la plus grande bataille aérienne de l'histoire. En dépit du bombardement de Londres chaque soir (« Blitz »), à partir du 7 septembre, les Britanniques font face et le 12 octobre 1940, Hitler renonce à son projet d'invasion.

À la charnière des années 1940 et 1941, Hitler force la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie à rejoindre l'Axe. Puis, l'Italie et l'Allemagne parviennent à envahir la Grèce et la Yougoslavie en avril 1941. L'Afrika Korps d'Erwin Rommel parvient à occuper une partie du territoire libyen, avec pour objectif d'empêcher l'accès aux puits pétroliers et à la route de Suez. Cependant, il doit faire face à la résistance britannique. La signature du pacte tripartite entre le Japon, l'Italie et l'Allemagne suscite la défiance de l'URSS. Les Soviétiques signent un accord de non-agression avec le Japon en avril 1941. Cependant, le 22 juin 1941, Hitler rompt le pacte de non-agression envers l'URSS, et lance l'opération Barbarossa (4 millions de soldats envoyés) pour envahir la Russie, qui lance la contre-offensive le 5 décembre. Les États-Unis, restés en retrait jusqu'ici, subissent un raid aérien japonais sur la base de Pearl Harbor le 7 décembre 1941, ce qui enclenche leur mobilisation active. Le Japon occupe de nombreux territoires dans le Pacifique, en plus de la Mandchourie en Chine depuis 1937.

Entre 1942 et 1943, le cours de la guerre tourne à la faveur des Alliés, sur tous les fronts. En juin 1942, les Américains remportent la bataille de Midway, et parviennent à stopper l'invasion japonaise dans le Sud du Pacifique en juin 1942. En juin 1943, les Britanniques remportent font défaire les sous-marins allemands dans l'Atlantique. Du côté de la Méditerranée, les États-Unis et le Royaume-Uni parviennent à faire reculer les fronts de l'Axe (notamment l'Afrika Korps), et les troupes alliées parviennent à s'installer dans les trois pays du Maghreb, emplacement stratégique pour le bombardement de l'Italie du Sud. Mussolini est défait politiquement en 1943 et les nouveaux dirigeants italiens négocient le statut de cobelligérant contre l'Allemagne. Enfin, les Allemands perdent la bataille de Stalingrad (novembre 1942- février 1943) face aux Russes, ce qui cause un dommage considérable aux forces de l'Axe.

Fort de leur victoire à Stalingrad, les Russes soviétiques libèrent progressivement l'Europe de l'Est tel un rouleau compresseur à partir de 1943, et avancent vers Berlin. Le 6 juin 1944, les Américains débarquent sur les plages normandes et en août 1944, Paris est libéré. Le soutien militaire et la résistance conduit au recul des armées allemandes. Pris en étau par les

Américains et les Soviétiques, Hitler se suicide le 30 avril 1945, et le Reich capitule le 8 mai 1945. Face à la résistance japonaise, le président américain Truman décide du bombardement atomique d'Hiroshima et de Nagasaki (6 et 9 août 1945), ce qui conduit à la capitulation japonaise le 2 septembre 1945.

1.2 La mobilisation économique pendant la guerre

La mobilisation économique est progressive, mais considérable du côté des Alliés. Au début du conflit, l'effort de guerre franco-britannique est restreint à un blocus économique de l'Allemagne. Cependant, la défaite française entraîne un revirement dans l'opinion britannique et conduit à une complète mobilisation économique : législation pro-guerre, conscription industrielle (33% de la main d'œuvre britannique travaille pour la Guerre), les usines d'armement mobilisent 2 millions de travailleurs supplémentaires, surtout des femmes.

Dans le cas américain, Roosevelt instaure la loi prêt-bail (mars 1941), qui autorise le gouvernement américain à prêter du matériel de guerre à des pays dont la sécurité est menacée. Après l'attaque japonaise sur Pearl Harbor, les États unis mettent en place un Victory Program, lancé le 6 janvier 1942, conduisant à un boom économique sur trois ans et produisant : 275 000 avions, 634 000 véhicules légers, 90 000 chars, etc. Le quart de la production est envoyée aux troupes alliées, y compris les Soviétiques. Ce programme est financé par des emprunts à intérêts faibles et une hausse des impôts. En URSS, la population est mobilisée dans sa quasi-totalité à l'effort de guerre, en particulier les femmes, représentant 53% de la population active en 1942. La Russie dispose de bases industrielles dans l'Oural et en Sibérie. En 1942 et 1943, 2 000 chars sont produits par mois tout comme 3 000 avions. Le peuple russe consent à l'effort de guerre, en raison de la propagande : allongement de la durée du travail, restriction de la consommation, hausse d'impôts.

Du côté de l'Axe, les investissements sont inégaux. L'Allemagne met du temps à passer d'une économie de guerre éclair à une économie de guerre longue. Cette économie est financée par le pillage économique des pays vaincus. À titre d'exemple, après la défaite, la France doit payer 400 millions de francs par jour à l'Allemagne. L'économie allemande est organisée par son ministre de l'Armement et de l'Économie de guerre, Albert Speer. La production de guerre triple entre 1942 et 1944, et l'Allemagne utilise alors 7 millions de travailleurs étrangers en Allemagne, déportés, volontaires ou réquisitionnés, et 7 autres millions dans l'Europe occupée. Cependant, la production est restreinte du fait de la mobilisation générale des hommes entre 15 et 60 ans sous le drapeau allemand. Enfin, le Japon augmente sa production de façon très limitée (44%) entre 1937 et 1944 et 95% de sa marine marchande est coulée par la marine américaine, en plus de rencontrer des difficultés d'approvisionnement en matières premières à partir de 1943.

1.3 Le rôle de la propagande et de l'idéologie dans la guerre

La Seconde Guerre mondiale est caractérisée par une mobilisation totale des hommes et des ressources des belligérants. Du fait des bombardements sur les usines et les villes (e.g. le «

Blitz » londonien), la distinction entre « front » et « arrière » n'est plus pertinente, tout le monde est dans la guerre. La propagande sert à mobiliser les civils, en particulier les femmes, tant par le travail (participation à la production, conscription) que par les ressources financières (augmentation des impôts, souscription aux emprunts de guerre). Les 60 millions de morts, à l'issue du conflit, sont le reflet tragique de cette mobilisation.

Les médias (radio, cinéma, journaux) ont un rôle majeur. Les médias cherchent à galvaniser le patriotisme des populations. Du côté allemand, un film comme *Le triomphe de la volonté* de Leni Riefenstahl présente Hitler comme un dieu venu du ciel. Côté américain, des grands réalisateurs comme Frank Capra réalisent *Pourquoi nous combattons*, une série de films d'actualités expliquant les raisons de l'engagement américain. Par ailleurs, certains acteurs comme James Stewart s'engagent dans l'armée américaine. Tex Avery réalise le célèbre cartoon *Blitz Wolf*.

La guerre est aussi une guerre idéologique. À l'Est, les Allemands veulent conquérir un « espace vital » et entamer une « croisade contre le bolchevisme ». Pour les Alliés, c'est avant tout mettre fin au fascisme et au militarisme pour faire triompher la démocratie. Le 1er janvier 1942, les 26 pays en guerre contre l'Axe signent la Déclaration des Nations unies, se référant à la charte de l'Atlantique et proclamant la Grande Alliance jusqu'à la victoire totale, refusant l'idée de paix séparée.

2 Une guerre d'anéantissement

2.1 Un conflit à haute intensité technologique qui fait de nombreux dommages humains

La guerre stimule l'innovation scientifique. Les Britanniques et les Américains, dès le début du conflit, investissent dans la recherche appliquée à la guerre : invention du radar, bazooka, et calculateurs automatiques. Ainsi, la bombe atomique est le fruit du Projet Manhattan, qui a rassemblé des scientifiques de renom. De même, les Allemands prennent une avance décisive dans la recherche sur les mines magnétiques, les avions à réaction et les fusées. Néanmoins, leur utilisation dans les combats a été trop tardive pour pouvoir influencer sur l'issue de la guerre. Enfin, avec l'armement massif, la guerre devient surtout une guerre de matériel entre différentes unités militaires (artillerie, blindés, infanterie). Par exemple, en juillet 1943, la bataille de Koursk, en Russie, est la plus grande bataille de blindés du conflit (2 millions d'hommes, 6 300, 4 400 avions).

Les populations civiles sont prises pour cible pendant le conflit. Les bombardements stratégiques, en dehors de chercher à détruire les capacités de production ennemies, visent également les populations civiles. Les Allemands bombardent les villes anglaises pendant le « Blitz » (septembre 1940- mai 1941). Les populations sont aussi victimes de massacres de masse comme celui de Nankin en Chine (1937) : plus de 300 000 personnes sont tuées, sans compter les viols de femmes et d'enfants. Les représailles contre les populations civiles sont également fréquentes : le 10 juin 1944, une division SS extermine les 642 habitants du village

d'Oradour-sur-Glane dans le Limousin. Enfin, le travail forcé, imposé aux civils et aux prisonniers de guerre, accroît le taux de mortalité.

Le bilan humain de la Seconde Guerre mondiale est très lourd et sans précédent, avec plus de 50 millions de morts (dont 35 millions en Europe). L'URSS est le pays qui a subi le plus de pertes, avec plus de 20 millions de victimes, dont 16 millions de civils. L'Allemagne est le deuxième pays ayant subi le plus de perte, avec 6 millions de victimes. La guerre a causé la perte de davantage de civils que de militaires. Les populations ont été traumatisées par les atrocités de la guerre, en particulier les survivants des camps de concentration.

2.2 La solution finale de la question juive

Conformément à sa vision raciale, expliquée dans *Mein Kampf* en 1925, Hitler fait de l'antisémitisme le centre de la doctrine nazie. La persécution des Juifs commence dès 1933, avec le boycott des magasins juifs, l'exclusion des Juifs de la fonction publique, etc. En 1935, les lois de Nuremberg interdisent mariages et rapports extraconjugaux entre Juifs et non-Juifs. En 1938, lors de la « Nuit de cristal », des pillage et des assassinats sont perpétrés. Au début de 1940, on commence à avoir recours à des ghettos pour gérer l'important nombre de Juifs polonais. Ces derniers y sont parqués, forcés de travailler, dans des conditions déplorables, réduits à un rang d'esclave. La ghettoïsation a été la première étape de l'extermination, avec les grands ghettos de Lodz (200 000 personnes) et de Varsovie (435 000 personnes). La mortalité y est très élevée : 100 000 morts sont décomptés (en raison des famines ou des épidémies) dans le ghetto de Varsovie.

La « solution finale de la question juive », l'extermination des Juifs d'Europe est décidée à la fin de 1941. À la fin juillet 1941, les chimistes allemands créent le Zyklon B afin de pouvoir abattre des Juifs entassés dans des camions par gazage, de façon plus efficace. En janvier 1942, la conférence de Wannsee programme l'extermination des Juifs à l'échelle de l'Europe. À partir de 1942, les Juifs sont déportés par wagons dans des camps de concentration qui se transforment en camps d'extermination. Le camp le plus célèbre, celui d'Auschwitz contient, en 1944, plus de 100 000 détenus, et il y périt près de 12 000 victimes par jour. En France, les Juifs sont enfermés dans des camps d'internement : au vélodrome d'Hiver (après la rafle de juillet 1942), à Drancy...avant d'être envoyé par train vers les camps de concentration. Dans un discours d'octobre 1943, Himmler appelle à la destruction complète des Juifs pour « qu'il n'en reste pas un pour se venger sur nos fils et nos petits-fils ».

Au total, sur 8 300 000 Juifs européens en 1939, 5 978 000 ont péri, soit 72% de la communauté juive. Que ce soit l'internement des Juifs dans des conditions effroyables, l'élimination des Juifs inaptes au travail (enfants, vieillards, handicapés) ou encore l'utilisation des Juifs comme cobayes dans des pseudo-expériences médicales.

2.3 Le fonctionnement d'Auschwitz

La « première version » du camp d'Auschwitz est construite à partir de 1940 et dirigée par le commandant SS Rudolf Hoess. Les installations comportent une caserne et un camp de concentration, vers lesquels sont déportés les prisonniers politiques polonais. En 1941, sur l'ordre d'Heinrich Himmler, le camp est agrandi afin d'attirer des grandes entreprises en leur proposant de la main d'œuvre gratuite. Le nouveau camp (Auschwitz II) est construit en 1942, et l'entreprise I-G Farben y installe son usine de caoutchouc dans le nouveau camp de Monowitz (Auschwitz III). Auschwitz, à l'image de Chelmo, Belzec, Sobibor ou Treblinka, est un complexe concentrationnaire industriel.

Les premières opérations de gazage au Zyklon B sont testées sur des prisonniers soviétiques à Auschwitz. Ces opérations sont étendues aux juifs polonais dans certains camps, comme celui de Treblinka. À Birkenau, de grandes chambres à gaz ainsi que des fours crématoires sont construits. À partir de 1943, les Juifs déportés sont triés entre ceux pouvant travailler et ceux étant inaptes au travail, ces derniers étant éliminés immédiatement. Un quart des déportés sont rasés, tatoués et utilisés comme main-d'œuvre, et travaillent dans des conditions épouvantables, réduisant considérablement leur espérance de vie. Les morts sont remplacés par les nouveaux déportés, et certains détenus sont torturés ou encore utilisés comme cobayes. Au total, un million de Juifs et 300 000 non-juifs ont péri à Auschwitz jusqu'à sa libération par l'armée soviétique en 1945.

2.4 Le devoir de mémoire

À la fin du conflit, le traumatisme des horreurs du conflit conduit les pays vainqueurs à créer la notion de « crime contre l'humanité ». C'est en référence à leurs « crimes contre l'humanité » que sont jugés les hauts dignitaires nazis lors du procès de Nuremberg (1945-1946).

Lors des décennies suivantes, de nombreux travaux d'historiens sur le génocide, de nombreuses œuvres cinématographiques (les documentaires Shoah ou Nuits et brouillard en France, la série américaine Holocauste, le film La liste de Schindler, et bien d'autres) permettent de documenter et d'informer le grand public sur les horreurs du génocide. De plus, de nombreux musées sont consacrés à la mémoire du génocide, et Auschwitz est devenu un lieu de recueillement et de visite. Enfin, la Deuxième Guerre mondiale est une part importante des programmes d'Histoire des collèges et des lycées.

Le génocide n'a pas uniquement concerné des Juifs : des non-Juifs, des Polonais, des Soviétiques, des Tziganes, les opposants politiques et des résistants y ont également trouvé la mort.

3 La France de Vichy

3.1 La débâcle de 1940 et la fin de la III^e République

Pendant la drôle de guerre, il y a une relative démobilisation des soldats au front, qu'on essaie de distraire (tournées d'artistes de music-hall, distribution de ballons de foot ou de vin chaud). Lors de cette période, des mouvements pacifistes défendent encore la possibilité de la paix (comme les syndicalistes de la CGT de René Belin, ou encore la SFIO de Paul Faure). Du côté de l'extrême droite, certains sont partisans d'un rapprochement avec l'Allemagne (comme le journaliste Robert Brasillach de Je suis partout).

Le 13 mai 1940, les Panzerdivisionen du général Heinz Guderian franchissent la ligne Maginot (considérée par Pétain comme infranchissable) et prennent Sedan. Après la prise de Dunkerque, le 4 juin 1940, les Allemands continuent de conquérir le territoire sans grande difficulté face aux Alliés (corps expéditionnaire britannique et soldats français), et des millions de Français fuient au Sud du pays. D'après Henri Michel (*La Drôle de guerre*, 1971), la défaite française s'explique davantage par une stratégie attentiste face à la stratégie de guerre éclair de l'Allemagne, que par une présumée infériorité numérique ou matérielle.

Face à la débâcle, le maréchal Pétain est nommé président du conseil le 15 juin 1940 et signe l'armistice le 22 juin 1940. Les clauses sont drastiques : l'Armée française est réduite à 100 000 hommes, les soldats défaits sont emprisonnés jusqu'à la période de paix, la France ne peut pas produire du matériel de guerre, les Français ne peuvent pas être armés, et l'État doit s'engager à payer les frais d'entretien des troupes de l'Occupation. L'Assemblée nationale donne les pleins pouvoirs au maréchal Pétain le 10 juillet 1940, mettant ainsi fin à la Troisième République. La nouvelle Constitution doit garantir les droits : du Travail, de la Famille et de la Patrie. L'État français installe son centre à Vichy.

3.2 Le régime de Vichy en pratique

Pétain cherche à provoquer une Révolution nationale par une série de discours appelés « Messages aux Français ». La devise « Liberté, Égalité, Fraternité » est remplacée par celle de « Travail, Famille, Patrie ». Pour lui, l'État doit être fondé sur la chrétienté, la famille, et le travail traditionnel et artisanal (« La terre, elle, elle ne ment pas ») sur le modèle corporatiste, et bien sûr un centralisme autoritaire. Ce centralisme est caractérisé par une bureaucratie omniprésente (augmentation de 60% du nombre de fonctionnaires). En pratique, le régime de Vichy interne les étrangers dans des camps de concentration, retire la nationalité française à ceux qui étaient naturalisés depuis 1927, et mène une politique de discrimination envers les Juifs (exclusion de la fonction publique, accès limité aux professions, et à la confiscation des biens, obligation de recensement). L'École est réformée de sorte à imprégner les élèves de l'esprit du régime. Enfin, l'État français cherche à imposer le modèle stéréotypé de la femme au foyer et des familles nombreuses, en le subventionnant.

Le régime de Vichy est une dictature, qui se durcit considérablement entre le printemps 1941 et le printemps 1942. Face au problème de la faim, qui touche l'ensemble de la popula-

tion, en raison de la sous-production alimentaire (de nombreux paysans sont faits prisonniers par l'Allemagne), l'État français introduit des tickets de rationnement. Les prisons sont remplies : en 1942, 50 000 Français sont emprisonnés, 30 000 sont internés dans les camps. Enfin, la répression face aux résistances du régime s'accroît considérablement à partir de 1941. Pétain annonce le durcissement du régime dans son fameux Discours du vent mauvais (en parlant de la résistance à sa politique qu'il qualifie de « vent mauvais qui se lève sur plusieurs régions ») : les syndicats sont interdits et seuls les partis politiques qui soutiennent la collaboration sont autorisés, accroît le pouvoir policier, création de cour de justice spéciale pour juger les délits politiques, obligation des fonctionnaires à prêter serment pour leur fidélité au maréchal. Les anciens dirigeants de la IIIe République, comme Léon Blum et Édouard Daladier, sont arrêtés et seront jugés lors du procès de Riom de 1942.

Sur le territoire français, l'Alsace et la Moselle sont annexés au Reich, et la zone occupée correspond s'étend au Nord et à l'Est de la ligne de démarcation, avec une zone Sud libre en théorie. Si les lois de Vichy sont censées s'appliquer à l'ensemble du territoire, en réalité, les Français sont en grande partie soumis à l'autorité allemande. D'un point de vue économique, l'Allemagne prélève une indemnité de guerre journalière exorbitante : 400 millions par jour en 1940, 300 millions en 1942 après l'invasion dans la zone Sud, puis 700 millions au moment du débarquement de 1944. La France aura versé 700 milliards de francs à l'Allemagne, générant une gigantesque inflation. Une grande partie de la main d'œuvre française est réquisitionnée, ce qui compte à une chute de la production industrielle française.

Le régime de Vichy est caractérisé par une forte répression. Les Juifs, les communistes et les résistants sont arrêtés. Entre 200 000 et 250 000 personnes sont arrêtées et déportées en Allemagne. La répression prend une forme sauvage à partir du printemps 1944 : massacre d'Oradour-sur-Glane où tous les hommes sont fusillés et les enfants brûlés vifs par les troupes SS en guise de représailles contre la résistance. De plus, le gouvernement de Vichy participe à la déportation des Juifs (e.g. les rafles du Vel' d'Hiv les 16 et 17 juillet 1947 qui conduisent à 220 000 déportations).

3.3 La collaboration

Une partie de la population collabore avec les Allemands. Du point de vue économique, certaines entreprises françaises contribuent à l'effort de guerre allemand, comme le fabricant automobile Renault (dont les usines sont nationalisées à la Libération en guise de punition). Pour autant, bon nombre d'entreprises ont argué d'une collaboration forcée au moment de la Libération.

D'un point de vue idéologique, des groupes minoritaires (les « collaborationnistes » ou « collabos ») soutiennent le régime nazi comme Jacques Doriot (leader du Parti Populaire Français) ou encore l'ex socialiste Marcel Déat (leader du Rassemblement National Populaire). D'autres figures soutiennent le régime : Drieu de la Rochelle (écrivain) ou encore Robert Brasillach (journaliste/écrivain). Dans la population civile, les lettres de dénonciation anonyme, participant à la collaboration, sont nombreuses (comme le montre bien le film *Les corbeaux de Clouzot*).

Le gouvernement de Vichy cherche également à obtenir les faveurs de l'Allemagne : en octobre 1940, la rencontre entre Pétain et Hitler engage la France sur « la voie de la collaboration », symbolisée par la poignée de main entre les deux chefs en gare de Montoire. Cependant, cette politique collaborationniste finit par être stoppée, avec l'arrivée des Alliés en Afrique du Nord en 1942, et la résistance grandissante des militaires et des civils. L'État français devient un État fantoche, soumis à l'Allemagne jusqu'à la Libération.

4 La France résistante

4.1 La France libre et le GPRF

Les Français qui rejettent l'armistice de 1940 forment la Résistance. Le mouvement est dispersé et peu organisé à ses débuts. Le 18 juin 1940, avec l'aide de Churchill, dans un discours diffusé à la BBC, le général de Gaulle appelle à poursuivre le combat, et se définit comme le « chef de tous les Français libres ». Néanmoins, peu de Français entendent l'appel, la plupart s'accommodent de l'occupation et sont soulagés par la fin de la guerre, ayant confiance dans la figure du maréchal Pétain. Seulement quelques actes de résistance ont lieu, au départ, comme la manifestation des lycéens parisiens au moment du 11 novembre 1940.

Le Parti communiste français entre dans la résistance en juin 1941 au moment de la rupture du pacte germano-soviétique, et permet de dynamiser la résistance. Le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) est créé le 2 juin 1944 à la place du Comité français de la Libération nationale (CFLN).

À la libération, le GPRF devient la seule autorité légitime en France. Des Commissaires de la République sont nommés dans tous les départements afin de restaurer l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire. Le GPRF encourage les partis politiques à se reconstituer ou à se constituer et restaure la démocratie en organisant en 1945 des élections municipales puis législatives auxquelles les femmes participent pour la première fois. Le gouvernement provisoire met également en œuvre le programme élaboré par le CNR.

4.2 La Résistance en France

La Résistance intérieure prend des formes différentes selon la zone. En zone libre, la Résistance prend une forme intrinsèquement politique avec la naissance de grands mouvements (Combat, Libération, ...). En zone occupée, la Résistance consiste davantage en des actions contre l'ennemi, de la propagande, de la collecte d'informations, des sabotages, etc. La résistance, dans sa globalité, rassemble des mouvements politiques très divers. Ainsi, Ceux de la Libération sont proches de l'extrême-droite alors que le Front national est un mouvement communiste. Combat rassemble des démocrates chrétiens et des gaullistes, alors que Libération-Nord rassemble des membres de la gauche non-communiste, etc.

De Gaulle charge Jean Moulin de rallier les chefs des mouvements résistants afin de constituer une organisation unique. Face aux difficultés d'être reconnu par les Alliés comme un

contre-pouvoir, Jean Moulin crée le Conseil national de la Résistance (CNR) en mai 1943 (rassemblant les dirigeants des principaux mouvements résistants et les partis politiques d'avant guerre). Les Américains reconnaissent l'autorité du Comité français de la libération nationale, principalement dirigé par de Gaulle le même mois. Néanmoins, Jean Moulin est arrêté en juin et tué par la Gestapo début juillet 1943. Il est remplacé par le démocrate-chrétien Georges Bidault. Le CNR se place sous l'autorité du général de Gaulle.

À partir du début 1944, tous les mouvements de Résistance intérieure sont regroupés au sein des Forces françaises de l'intérieur (FFI). Elles participent à la libération du territoire national, notamment en facilitant le débarquement des Américains le 6 juin 1944, puis en participant au soulèvement de Paris dans la semaine du 19 au 25 août 1944. Le 26 août 1944, de Gaulle descend les Champs-Élysées dans une foule en liesse.

4.3 Le programme du CNR et l'épuration

Le 15 mars 1944, le CNR publie un programme de réformes destiné à être mis en place par le GPRF. Ce programme prévoit d'assurer le rétablissement de la démocratie et des libertés fondamentales (liberté de la presse, d'expression, d'association, etc.). Il précise que la démocratie repose sur la parole du peuple français exprimée à travers le suffrage universel. On voit donc que le programme politique du CNR prévoit bien le rétablissement d'un régime fondé sur les valeurs de la République.

En septembre 1944, le GPRF est reconnu par les Alliés comme l'autorité légitime en France. Les milices patriotiques sont dissoutes, grâce à l'appui de Maurice Thorez (dirigeant du PCF). Pour mettre fin à l'épuration spontanée, le gouvernement institue une épuration légale en mettant en place une Haute Cour de Justice afin de restaurer l'unité nationale. Ainsi, Laval est exécuté, tout comme Brasillach, et des milliers de collabos. Enfin, les Chambres civiques condamnent à l'indignité nationale des Français qui ont aidé les Allemands : 40 000 personnes ont été privé des leurs droits civils et politiques. C'est à cette occasion que l'actrice Arletty déclara, en réponse aux accusations d'avoir couché avec un soldat allemand : « Mon cœur est français, mais mon cul est international ».

